



# Kaléidoscope

Revue mensuelle des publications sur le développement

Recherche et Gestion des Savoirs  
RGS/AGC

Numéro 2 - Avril 2003

## Editorial

### *Paludisme : première maladie hydrique*

Cette année, la journée africaine de lutte contre le paludisme (25 avril 2003) aura pour thème un sujet très pratique : «Moustiquaires imprégnées d'insecticide et traitements antipaludiques efficaces pour les femmes et les jeunes enfants d'ici à 2005 », et cet événement a retenu toute notre attention.

En effet, le paludisme (ou malaria) est la maladie parasitaire la plus meurtrière parmi les maladies hydriques (300 à 500 millions de cas dans le monde par an et près de 2,7 millions de décès par an selon l'OMS). 40% de la population mondiale vit dans des zones où sévit la maladie. Avec le sida et la tuberculose, le paludisme représente l'un des plus grands défis en matière de santé mondiale car il mine le développement des pays les plus pauvres et est souvent la cause de leur perte de productivité. A cet égard, le Dr **James Mwanza** de l'OMS estime que le paludisme freine la croissance jusqu'à 1,3% par an dans certains pays africains et coûte à l'Afrique plus de 12 milliards \$ par an en perte de PIB. En utilisant une partie de cette somme, il serait possible, selon lui, de contrôler la maladie grâce à une moustiquaire imprégnée d'insecticide coûtant en moyenne 4 \$.

En Afrique subsaharienne, 90% des décès sont dus au paludisme. Le taux de mortalité infantile dans ces pays varie de 7,1 % pour l'Afrique du Sud à 20,5 % en RDC. Cette maladie tue un enfant toutes les 30 secondes et ceux qui y survivent souffrent souvent de difficultés d'apprentissage ou de dommages au cerveau. Les femmes enceintes y sont particulièrement vulnérables et le paludisme est la cause principale de mortalité périnatale, de poids insuffisant du bébé et d'anémie de la future maman. Or, des études menées en Gambie, au Ghana et au Kenya démontrent que dormir sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide réduit la mortalité infantile due au paludisme de respectivement 25%, 17% et 33%.

Presque toutes les nations africaines ont signé la déclaration d'Abuja au Nigeria en avril 2000, acceptant de réduire ou d'abandonner les taxes et tarifs douaniers sur les moustiquaires et médicaments contre le paludisme pour réduire ce fléau de moitié. Mais plus de la moitié d'entre elles ne l'ont pas encore appliqué et restreignent ainsi la prévention et les soins pour les plus défavorisés. En revanche, l'Afrique du Sud, qui a suivi ces instructions, a constaté une baisse de 91% des cas en 2 ans dans la région du KwaZulu-Natal.

Lors de la Conférence panafricaine sur le paludisme d'Arusha (Tanzanie) fin 2002, il a été annoncé que la recherche sur le paludisme en Afrique avançait rapidement et qu'elle pourrait déboucher sur la création d'un vaccin, à condition toutefois qu'il y ait une augmentation des investissements consacrés à sa mise au point. En attendant, la diffusion de moustiquaires imprégnées pourrait commencer à endiguer la maladie. - BN/DS

- **Lire aussi** la Revue de presse thématique n°27 « les maladies hydriques » de RGS/AGC
  - <http://www.who.int/inf-fs/en/fact203.html>
  - <http://mosquito.who.int/amd2003/index.html>

## Dans ce numéro

### L'EAU

Un enjeu de civilisations  
Financer l'eau pour tous  
Les dangers de la privatisation  
Agenda

### LA TERRE

L'imposture verte  
Les marchés de gaz à effet de serre  
Les coûts des politiques climatiques  
Agenda

### LES HOMMES

Rapport sur la santé dans le monde  
Faire reculer le paludisme  
Marocains de France et d'Europe  
Agenda

### LES ORGANISATIONS

Aide européenne et environnement  
Contrôle des performances des bailleurs  
PECO, élargissement et UEM  
Agenda

### DROIT, REGULATION

Gouvernance mondiale  
Effets de la globalisation financière  
Blanchiment et métiers non financiers  
Agenda

### GEOGRAPHIES

Sociétés rurales en Méditerranée  
Accord commercial UE et Vietnam  
Outre-mer et FIBEN  
Agenda

## L'EAU

## ➤ L'ouvrage

*L'eau, un enjeu de civilisations - Les Mardis de 4D - Association 4D, 2003 - 97 p. - Cote U3.123*

A la suite de la tenue du III<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'Eau à Kyoto et du I<sup>er</sup> Forum Alternatif Mondial de l'Eau à Florence en mars dernier, l'Association 4D a organisé, le 1<sup>er</sup> avril, une réunion regroupant des personnalités représentant les secteurs public, privé et associatif. La plupart d'entre elles, ayant participé à un des forums, ont dressé un bilan des nombreux débats qui ont eu lieu. Les contributions des intervenants sont réunies dans un dossier dont les thématiques sont les suivantes : le droit à l'eau, l'architecture juridique européenne et internationale, le partenariat public-privé et la responsabilité, le rôle et l'expertise des autorités locales et des associations, la solidarité (coopération décentralisée, APD, centime par mètre cube), la gestion de la demande en eau, la gestion par bassin versant. Le dossier comprend également le message du président **Jacques Chirac** aux participants du Forum de Kyoto ; le discours de Mme **Bachelot**, ministre de l'Ecologie et du Développement Durable, et les Conclusions du 3<sup>ème</sup> Forum Mondial de l'eau : 100 nouveaux engagements.

➤ Lire aussi in *Courrier de la Planète*, n° 70, mars 2003 : **Eau, inventer la coopération internationale**

## ➤ Le rapport web

*Financing Water for all - Report of the World Panel on Financing Water Infrastructure - Financer l'eau pour tous : rapport du panel mondial sur le financement des infrastructures de l'eau - Camdessus, M. (ss direction), 2003 - 54 p. - Cote U3.122*

Fédérer les énergies, dépasser les clivages idéologiques pour faciliter l'accès à l'eau dans les pays en développement, tel est l'objet de ce rapport que **Michel Camdessus** a présenté lors de la Conférence ministérielle qui a clos le Sommet mondial de l'eau à Kyoto. A l'origine de ce document élaboré sous sa direction par vingt "sages" issus des milieux financiers, industriels et associatifs, figurent deux ONG, le Conseil mondial de l'eau et The Global Water Partnership qui ont reçu l'appui de la Banque Mondiale. Alors que les sociétés de services, qui aménagent et gèrent les infrastructures hydrauliques des collectivités locales ne sauraient s'installer ou demeurer dans des pays "à perte", ce groupe de travail a imaginé un système de financement international élaboré à travers 60 propositions associant entreprises, banques régionales de développement, Etats et collectivités locales. Ce rapport recommande notamment la création d'une ligne de crédit permanente ("revolving fund") dont la vocation serait de préparer et de financer les montages juridiques et technologiques des projets hydrauliques et permettrait d'apporter les garanties nécessaires à tous les acteurs de cette chaîne économique.

<http://www.gwpforum.org/servlet/PSP>

## ➤ L'article

*Dossier eau : les dangers de la privatisation - Courrier International, n° 645, 2003/03 - pp. 50-53 - Cote COLL*

A travers différents articles, ce dossier tente de démontrer que la privatisation de la distribution de l'eau n'est pas toujours une solution aux lacunes des services publics. Ainsi, en Afrique du Sud, elle a apporté la pire épidémie de choléra de son histoire. En revanche, la première privatisation d'un cours d'eau en Inde est considérée comme une réussite économique, même si elle lèse les droits élémentaires des villageois qui vivent sur ses rives. En Bolivie, à Cochabamba, la privatisation de l'eau s'est immédiatement traduite par des hausses de facturation difficilement supportables pour la population. Enfin, la municipalité d'Atlanta a décidé de renoncer au privé, deux ans seulement après avoir confié la distribution de l'eau à une entreprise, et a annulé le contrat pour reprendre en main les opérations.

## ➤ L'agenda

- *Water Berlin 2003, 7-11 avril, Berlin, Allemagne*
- *Water Safety Risk Management Strategies for Drinking Water - Federal Environmental Agency, 28-30 avril, Berlin, Allemagne*
- *2<sup>nd</sup> International Conference on Water Resources Management - Wessex Institute of Technology, 30 avril-2 mai, Las Palmas, Majorque*

## LA TERRE

## ➤ L'ouvrage

*L'imposture verte : Seveso, ozone, amiante, dioxine, pluies acides - Kohler, Pierre - Albin Michel, 2002 - 393 p. - Cote H4.192*

Variante du «politiquement correct», il existe désormais un «écologiquement correct». Malheur à qui n'est pas pour l'application radicale du principe de précaution ! Malheur à qui ose soutenir que les nitrates ou les dioxines n'ont jamais tué personne, que le trou d'ozone n'existe pas ou que le réchauffement de la terre est naturel ! Dans cet ouvrage, l'auteur dévoile l'étrange connivence qui semble unir écologistes, scientifiques, industriels, hommes politiques et journalistes à des fins idéologiques ou mercantiles, la lutte louable pour un meilleur environnement n'étant trop souvent qu'un prétexte et un faire-valoir. A travers une vingtaine de dossiers, **Pierre Kohler** décrypte la plupart des combats en faveur de l'environnement et démonte le mécanisme d'une véritable désinformation qui s'apparente, selon lui, dans certains cas, à une manipulation de l'opinion à l'échelle planétaire.

## ➤ Le rapport web

*The Emerging International Greenhouse Gas Market - L'émergence des marchés de gaz à effet de serre - PEW CENTER - PEW CENTER ON GLOBAL CLIMATE CHANGE - 2002 - 64 p. Cote H4.173*

Cette étude décrit les origines du marché des gaz à effet de serre et les points communs ou les différences parmi les programmes proposant un marché des émissions de GES en l'absence de la mise en place d'un accord international. Il passe aussi en revue les différents projets de marché depuis 1996 et décrit les motivations de leurs concepteurs ainsi que leurs caractéristiques. Enfin, il donne un aperçu des systèmes régionaux ou nationaux existant actuellement mais insuffisamment développés et analyse leurs impacts sur l'évolution d'une réglementation internationale. Quelques réflexions sur les scénarios concernant les Etats-Unis vis-à-vis du changement climatique et leurs conséquences sur le marché des GES, l'environnement et la compétitivité entre les sociétés américaines et celles des autres pays, sont enfin proposées.

<http://www.pewclimate.org/projects/trading.pdf>

## ➤ L'article

*Les coûts des politiques climatiques en 2010 et au-delà : pour calmer les peurs d'un catastrophisme inversé - Hourcade, Jean-Charles ; Quirion, Philippe - Les Annales des mines, février 2003 - 11 p. - Cote COLL*

Depuis l'été 2002, plusieurs essayistes et journalistes présentent le Protocole de Kyoto comme une aberration dangereuse. En particulier, réduire les émissions de gaz à effet de serre coûterait extrêmement cher et serait de toute façon inefficace. Cet article s'attache à réfuter cette thèse en s'appuyant sur la littérature scientifique synthétisée dans le troisième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Après avoir présenté le fonctionnement de cette institution, cet article montre que les coûts de la mise en œuvre de Kyoto sont faibles à négatifs si cette mise en œuvre repose sur des politiques adaptées et si l'on prend en compte les co-bénéfices sur l'environnement local, la sécurité énergétique et la diminution des tensions internationales. A plus long terme, l'objectif de la Convention - cadre des Nations Unies, à savoir "stabiliser les concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique" n'apparaît pas hors de portée.

## ➤ L'agenda

- *Forum mondial des sciences du vivant 2003 (santé, agroalimentaire et environnement), 8-11 avril 2003, Lyon, Palais des Congrès, France*
- *Quatrième Sommet pétrolier international, 10 avril 2003, Paris, France*
- *Agroécologie et gestion de la biodiversité en milieu méditerranéen et aride, 15-16 avril 2003, Rabat, Maroc*
- *Conférence sur le changement climatique, 20-21 mai 2003, Bruxelles, Belgique*

## LES HOMMES

## ➤ L'ouvrage

***Rapport sur la santé dans le monde 2002 : réduire les risques et promouvoir une vie saine - OMS - ORI, 2002 - 262 p. - Cote ORI***

Ce rapport mesure la charge d'incapacité et de morbidité qui peut être imputée dans le monde d'aujourd'hui à quelques-uns des principaux risques pour la santé humaine, mais aussi et surtout la part de cette charge qui pourrait être évitée au cours des vingt prochaines années. Le rapport constate qu'en termes de charge morbide, les dix premiers facteurs de risque dans le monde sont la sous-alimentation, les pratiques sexuelles dangereuses, l'hypertension artérielle, le tabagisme, l'abus d'alcool, l'utilisation d'eau non potable et le défaut d'assainissement et d'hygiène, la carence en fer, la fumée de combustibles solides dans les habitations, l'hypercholestérolémie et l'obésité. Le rapport met en lumière les différences criantes entre les nantis et les populations pauvres et les plus défavorisées face notamment à la sous-alimentation, à l'épidémie de sida et aux maladies liées à l'eau.

## ➤ Le rapport web

***Le paludisme : systèmes de pré-alerte - Faire reculer le paludisme - Banque mondiale, 2002 - 85 p. - Cote H1.204***

Cette brochure est née du constat de la nécessité vitale de mettre en place des systèmes d'alerte à l'épidémie de paludisme en Afrique subsaharienne. Elle constitue un document cadre qui traite des principes et des indicateurs sur lesquels fonder des systèmes d'alerte permettant de reconnaître à l'avance les risques d'épidémies. Figurent des données permettant d'analyser les risques et un grand nombre d'indicateurs de transmission et de vulnérabilité. Sont exposés les facteurs qui sous-tendent la mise en place d'un système de pré-alerte permettant l'élaboration d'une stratégie et un plan de travail national. Ce système de détection précoce repose sur l'utilisation des prévisions climatiques saisonnières, d'une cartographie des zones à risques, de données hydrologiques et de vulnérabilité, d'une veille météorologique et de données sur le paludisme diagnostiqué en laboratoire. Il comporte également un volet contrôle de qualité, un suivi statistique et une analyse de séries chronologiques.

[http://whqlibdoc.who.int/hq/2002/WHO\\_CDS\\_RBM\\_2001.32\\_fre.pdf](http://whqlibdoc.who.int/hq/2002/WHO_CDS_RBM_2001.32_fre.pdf)

## ➤ L'article

***Marocains de France et d'Europe - Hommes et migrations, n°1242, 2003/03 - pp. 1-106 - Cote COLL***

Cette série d'articles observe les migrations marocaines et souligne leur extraordinaire diversité, leur étonnante vitalité et leur grande adaptabilité. Diversité des profils migratoires tout d'abord (ruraux et travailleurs sans qualification, femmes, célibataires ou rejoignant leurs époux, jeunes citadins attirés par la modernité occidentale). Vitalité des communautés marocaines de par le monde ensuite, aide au pays d'origine apportée par les associations de migrants ayant pris aujourd'hui une telle ampleur que l'on peut dire qu'elle joue un rôle non négligeable dans l'économie marocaine. Enfin, les migrants marocains font preuve d'une grande adaptabilité doublée d'un pragmatisme certain. Ainsi, les enfants, qui sont élevés en terre étrangère, font obstacle au retour de leurs parents dans le pays d'origine. La double nationalité est aussi une façon d'affirmer plus nettement leur condition de citoyens transnationaux, "d'hommes passerelles" entre les continents. Le dossier comprend 10 articles.

## ➤ L'agenda

- *L'éducation pour tous - EFA Education for all, 6-13 avril 2003, UNESCO, Paris, France*
- *Journée mondiale de la santé, 7 avril 2003*
- *Human Smuggling and Illegal Immigration - Séminaire d'Economie du développement DELTA DIAL ENSAE INRA CESD, 9 avril 2003, Paris, France*
- *Médicaments humains et vétérinaires dans l'environnement aquatique - Envipharma, 14-16 avril 2003, Lyon, France*
- *Développement durable et dynamique des populations : quelle transition démographique dans quelle transition écologique ? Séminaire du GEMDEV, 25 avril 2003, Paris, France*

## LES ORGANISATIONS

## ➤ L'ouvrage

*La politique européenne de coopération pour le développement durable en Afrique de l'Ouest : problématique de l'appui aux politiques publiques d'environnement - Galetti, Florence - Presses Universitaires de Perpignan, 2000 - 235 p. - Cote H4.193*

Le cadre institutionnel de la coopération entre l'Europe et les Etats d'Afrique de l'Ouest relève du domaine de l'expérimentation continue, d'un processus permanent d'adaptation des institutions et des politiques publiques. En ce sens, la politique extérieure Europe - Afrique de l'Ouest ne peut constituer une politique achevée. En effet, le concept de Développement durable, apparu dans la perspective du développement exponentiel du droit de l'environnement, change désormais de nature : participant, il y a encore une dizaine d'années de ce "syndrome proclamatoire" des politiques européennes de coopération et d'environnement, il devient désormais un objectif des politiques publiques européennes et africaines et prend la forme d'un concept créateur de droit. Les politiques publiques d'environnement et de développement durable doivent donc être analysées à l'épreuve de leur exécution (apparition dans le cadre du droit du développement économique, mise en œuvre, évaluation, mutation du contenu du concept et des politiques afférentes...) et à l'épreuve de leur environnement (positionnement devant les ajustements structurels, droit de la mondialisation, spécificité des cadres institutionnels de gestion et protection des ressources naturelles des Etats bénéficiaires).

## ➤ Le rapport web

*Contrôle des performances des bailleurs de fonds - Feed-back des bénéficiaires de l'aide - Hauck, Volker A. ECDPM, 2003 - 3 p.*

Face à une situation qui s'aggrave dans la plupart des pays en développement et à une opinion publique de plus en plus critique à l'égard de l'aide au développement, les débats et les analyses actuels sur l'amélioration de l'aide préconisent des changements radicaux. Ils proposent notamment de s'investir davantage dans un contrôle et une évaluation participatifs des efforts de développement, tant au niveau des micro projets que des programmes nationaux. Ce contrôle et cette évaluation devraient, selon l'auteur, se fonder sur un principe de partenariat qui, par définition, suppose un bilan des performances de part et d'autre, du côté des bénéficiaires comme du côté des bailleurs de fonds et des organisations non gouvernementales de développement (ONGD).

[http://www.capacity.org/16/editorial1\\_fr.html](http://www.capacity.org/16/editorial1_fr.html)

## L'article

*Les pays du sud de l'Europe doivent-ils craindre l'élargissement de l'UEM aux PECO ? - Darrigues, F. ; Montaud, J-M. - Economie internationale, n° 91, 2002 - pp.35-56 - Cote COLL*

Cet article développe un modèle d'économie avec mobilité du capital et différentiel de fiscalité visant à apprécier les conséquences de l'adhésion des Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) sur les équilibres spatiaux dans l'UEM. La nature du commerce des PECO se rapprochant de celle des pays du sud de l'Europe, un possible effet d'éviction de l'ancienne périphérie peut être envisagé. Dans un premier temps, les auteurs raisonnent sur un cas symétrique. Il apparaît que l'efficacité d'une politique fiscale est déterminée par le degré d'achèvement d'une intégration régionale. Dans un second temps, des asymétries sont introduites entre les deux régions reflétant les différences entre les pays du sud et les PECO. Cet exercice révèle que l'intégration régionale devrait aboutir à une polarisation des activités au sein de l'Union au détriment des nouveaux entrants.

## ➤ L'agenda

- *Réunion de printemps du FMI et de la Banque mondiale, 12-13 avril 2003, Washington, USA*
- *Conférence internationale secteurs privé et public africains organisée par le Club du Sahel (OCDE), 23-26 avril 2003, Dakar, Sénégal*
- *Forum 2003 OCDE « Croissance, développement et prospérité », 28-29 avril 2003, Paris, France*

**DROIT, REGULATION**➤ **L'ouvrage**

*Gouvernance mondiale - rapport de synthèse - Jacquet, Pierre ; Pisani-Ferry, Jean ; Tubiana, Laurence - La Documentation Française, 2002 - 507 p. - Cote E5.202*

Comment gouverner la mondialisation en l'absence de gouvernement mondial ? Quel doit être le rôle des institutions internationales - FMI et Banque mondiale, OMC, mais aussi organisation(s) de l'environnement, OMS ou OIT - auxquelles revient cette fonction de gouverner sans gouvernement ? Telle est l'interrogation qui traduit le terme de gouvernance et à laquelle ce rapport du Conseil d'Analyse Economique tente de répondre. Il aborde ainsi des questions controversées : celle des institutions internationales, de leur mandat et de la manière dont elles en rendent compte ; celle des normes qui guident l'action publique internationale et de la prééminence, voulue ou subie, des normes de l'échange ; celle du rôle des Etats dans le pilotage de cet appareil institutionnel multilatéral. Nourri de dix-sept contributions analytiques très diverses, ce rapport de synthèse se fait aussi l'écho des débats que suscite la mondialisation. Critiques à l'égard du mode de gouvernance hérité de l'après-guerre, dont ils considèrent qu'il n'est plus à la mesure des défis de la mondialisation, les auteurs examinent des schémas alternatifs de gouvernance mondiale, proposent des principes pour guider les choix institutionnels et formulent des propositions pour une gouvernance renouvelée.

➤ **Le rapport web**

*Effects of Financial Globalization on Developing Countries - Effets de la globalisation financière sur les pays en développement - FMI - Prasad, E. ; Rogoff, K. ; Wei, Sh.-J., 2003 - 146 p.*

Cette étude du FMI procède à un examen critique des effets de la globalisation financière pour les pays en développements et en particulier les changements qu'elle a induits dans ces pays. Elle se concentre sur trois questions : la globalisation financière peut-elle aider à améliorer la croissance économique dans les pays en développement ? Quelles contraintes fait-elle peser sur les politiques macroéconomiques de ces pays ? Quels facteurs pourraient favoriser l'accès de ces pays à l'économie mondiale ? De nombreux tableaux et graphiques sont proposés en annexe.

<http://www.imf.org/external/np/pres/docs/2003/031703.htm>

➤ **L'article**

*Les Etats-Unis étendent les dispositifs antiblanchiment aux métiers non financiers - Loan, Félix - La Lettre du Blanchiment , n° 34, 2003 - pp. 1-8 Cote COLL*

Le département du Trésor américain a demandé aux compagnies d'assurance, aux agents de voyage, aux vendeurs de voitures, de bateaux et de bijoux d'établir des procédures de type "know your customer" et d'appliquer les pratiques de détection du blanchiment auxquelles les banques et les institutions financières sont déjà soumises depuis de nombreuses années. Selon ces nouvelles dispositions, chaque entreprise doit établir - et s'engager - sur un programme écrit anti-blanchiment qui doit tenir compte des règles professionnelles internes à la branche et à l'entreprise, ainsi que des procédures et des contrôles basés sur l'estimation des risques de blanchiment par l'entreprise elle-même. L'entreprise se doit ainsi de désigner un agent préposé à l'application de ces règles internes, d'établir un programme de formation continue de ses employés et de nommer un auditeur indépendant pour tester les programmes mis en oeuvre. Dorénavant, les programmes anti-blanchiment devront également établir les responsabilités des employés pris individuellement et des services de l'entreprise impliqués. Ces dispositions devront être approuvées par écrit par un manager expérimenté de l'entreprise.

➤ **L'agenda**

- *Libre circulation des capitaux - Conférence CERIC, 11 avril 2003, Paris, France*
- *Un géant qui s'éveille : la mise en œuvre de la lutte anti-corruption - Conférence - Association Internationale des Barreaux, Chambre de Commerce Internationale et OCDE, 24-25 avril 2003, Paris, France*

## GEOGRAPHIES

## ➤ L'ouvrage

***Mondialisation et sociétés rurales en Méditerranée - Elloumi, Mohamed - Karthala, 2002 - 523 p. - Cote A2.075***

Au milieu des années 1990, la mondialisation était perçue comme un processus puissant de réduction des barrières douanières et des mesures de protection des économies nationales. Avec un rôle de plus en plus réduit, les Etats semblaient alors perdre la maîtrise de la régulation économique et sociale sur les territoires nationaux. Dans cet ouvrage, les auteurs s'accordent sur l'idée d'un retour en force de l'Etat : ce dernier n'a ni la même forme, ni le même rôle, mais son retour s'est imposé à tous les niveaux de décision : régional, national et local. En Méditerranée les Etats ont répondu au nouveau contexte international par le redéploiement de leur mode d'intervention et par la mise en place de nouveaux cadres d'action pour les différents acteurs de la société rurale, favorisant, ici et là, l'émergence d'une société civile en milieu rural.

## ➤ Le rapport web

***Vietnam and EU Sign Trade Liberalisation Agreement - Conclusion entre l'UE et le Vietnam d'un accord de libéralisation des échanges favorable aux deux parties - COMMISSION EUROPEENNE, 2003***

La Commission européenne et le Vietnam ont conclu le 15 février à Hanoi un accord commercial favorable aux deux parties. L'accord qui expirera à l'issue d'une période de trois ans, prévoit que l'UE augmentera les contingents de produits textiles et de vêtements qu'elle applique au Vietnam, de 50 % à 75 % selon les catégories d'articles. Ces concessions représentent une valeur estimée à 200 millions d'euros pour l'année 2003 et à 225 millions d'euros pour les années 2004 et 2005. En contrepartie le Vietnam s'engage à réduire ses droits de douane sur les importations de produits textiles et de vêtements originaires de l'UE, pour les ramener progressivement, d'ici à 2005, à 20 % pour les vêtements, 12 % pour les tissus, 7 % pour les fils et à 5 % pour les fibres, ou à un niveau inférieur de moitié aux droits actuellement en vigueur. Il s'engage par ailleurs à mieux gérer l'octroi des licences en ce qui concerne les exportations présentant un intérêt pour l'industrie européenne du textile et de l'habillement. Le Vietnam prévoit et adoptera par ailleurs un certain nombre de mesures de libéralisation des échanges dans d'autres secteurs, à partir du 1er janvier 2004 (le texte de l'accord prochainement en ligne).

<http://www.eu-ldc.org/src/news.asp?ArticleID=609>

## ➤ L'article

***Quatre départements et deux territoires d'Outre-mer en plus dans FIBEN Banque de France - Lettre du FIBEN aux établissements de crédit, 2003 - 1 p. - Cote COLL***

Depuis janvier 2002, le Service Central des Risques de la Banque de France recense les concours bancaires, centralisés par l'IEDOM, des sociétés situées en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon. A partir du 29 avril 2003, Fiben communiquera l'ensemble des informations (cotations, bilans, incidents de paiement, concours bancaires...) sur les entités de l'IEDOM. Dans une volonté d'homogénéité, les critères de recensement des données seront identiques à ceux définis pour les entreprises métropolitaines. La méthodologie de traitement sera aussi la même. Les dirigeants domiciliés dans ces départements et territoires se verront attribuer une cotation Banque de France et leur intégration dans Fiben se fera progressivement au cours des deux prochaines années. Plus de 16.000 entreprises et près de 5.000 bilans pourront être ainsi consultés.

## ➤ L'agenda

- ***Partenariat UE - Euromed - Machrek, 11-13 avril 2003, Damas, Syrie***
- ***Repenser la paix : la coexistence et la sécurité dans les régions des grands Lacs - Centre pour la Gestion des Conflits (CCM) et Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR), 16-19 avril 2003, Kigali, Rwanda***
- ***Choisir ses priorités en Afrique de l'Ouest, CFCE, 13 mai 2003, Paris, France***
- ***Point pays Cambodge, CFCE, 15 mai 2003, Paris, France***

Cette revue mensuelle des publications sur le développement prend le relais de Pressedoc, synthèse hebdomadaire d'informations externes du groupe de l'AFD dont la parution a été arrêtée en décembre 2002. Elle a pour ambition de donner, chaque mois de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement économique et de la lutte contre la pauvreté. Elle complète d'autres supports d'information ou d'analyse du groupe - internes ou externes - développés récemment ou en cours d'élaboration. Elle mettra chaque mois l'accent sur l'événement majeur de la période, dans une logique de gestion des connaissances et d'anticipation. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos ■ Africa confidential ■ African business magazine ■ African review of money finance and banking ■ Afrique agriculture ■ Afrique éducation ■ Aghrymet ■ Bulletin Alter-agri ■ Alternatives économiques ■ Alternatives internationales ■ Arabies ■ Archimède et Léonard ■ Les carnets de l'Aitec ■ Ashgate ■ Assexport ■ Autrepart ■ Aventure au XXème siècle ■ Banque magazine ■ Bois et forêts des tropiques ■ Bulletin de l'Union européenne ■ Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria ■ Bulletin du club du Sahel ■ Bulletin du Conseil général du Gref ■ Bulletin du Fmi ■ Bulletin du Parlement européen ■ Bulletin économie solidaire Ires ■ Bulletin Medcoop ■ Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse ■ Bulletin Objectif Terre ■ Bulletin officiel de la Banque de France ■ Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (Ieom) ■ Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (Iedom) ■ Bulletin tropical Cahiers/agriculture ■ Les Cahiers de l'Ifri ■ Les Cahiers de l'Outre-mer ■ Les Cahiers d'études et de recherches francophones ■ Cambridge Journal of Economies ■ Choix ■ La chronique Amnesty International ■ Commerce international du bois ■ Le Courrier de la planète ■ Le Courrier des Pays de l'est ■ Le Courrier du maire ■ Critique internationale ■ Déchets, sciences et technique ■ Diagoflash ■ Dialogue ■ Eau potable ■ Ecoliers du monde ■ Economia ■ Economica ■ Economie et humanisme ■ Economie et prévision ■ Economie et sociétés ■ Economie et statistique ■ Economie internationale ■ L'Economie politique ■ Economie rurale ■ Energie plus environnement et techniques ■ L'Environnement magazine, décision environnement ■ Revue études ■ Les études de la Dgcid ■ Etudes foncières ■ L'Expansion Management Review ■ Eyrolles ■ Faim et développement magazine ■ Far Eastern Economic Review ■ Finances et développement ■ Bulletin d'information forêt méditerranéenne ■ Forum du commerce international ■ Fraternel ■ Fruitrop ■ Gafi – bulletin d'informations ■ Géopolitique ■ Gérer et comprendre - annales des mines ■ Grain de sel ■ Gret ■ L'Harmattan ■ Health Policy and Planning ■ Hérodote ■ Hommes & migrations ■ Hydro plus magazine ■ Industry and Environment ■ Infosuma ■ Insee première ■ International Rubber Digest ■ IRD ■ Journal des Communautés européennes ■ Journal of African Economies ■ Journal of Microfinance ■ Khartala ■ Lettre Africa Energy Intelligence ■ Lettre d'information de l'Adea ■ Lettre d'information de l'Eadi ■ Lettre de conjoncture Bnp Paribas ■ Lettre de la profession bancaire ■ Lettre de l'Atibt ■ Lettre de l'Isted ■ Lettre de l'Océan indien ■ Lettre de Profession politique ■ Lettre de transparence ■ Lettre du blanchiment ■ Lettre du Cean ■ Lettre du Cepii ■ Lettre du Sahel ■ Lettre Gereso ■ Lettre mensuelle d'Equilibre et populations ■ Lettre mensuelle Ieom ■ Lettre mensuelle Iedom ■ Liaisons énergies francophonie ■ Litec ■ Maghreb sélection ■ Marchés des céréales ■ Marchés du riz ■ Le Marin ■ Middle East Economic Digest ■ Mining journal ■ Le Moci ■ Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment ■ Nord- Sud Export ■ Les Notes bleues de Bercy ■ Note de conjoncture de l'Insee ■ Notes et études documentaires ■ Notes rapides de l'Iaurif ■ Les Nouvelles calédoniennes ■ Les Nouvelles d'Addis ■ Nouvelles de l'Uit ■ Nouvelles du sud ■ Nouvelles économiques et financières de Tunisie ■ Les Nouvelles de l'Office international de l'eau ■ L'Observateur de l'Ocde ■ Observations et diagnostics économiques ■ Ocde ■ Oil World ■ Option finance ■ Péninsule ■ Perspectives de l'alimentation Fao ■ Perspectives économiques de l'Ocde ■ Pétrole & gaz informations ■ Peuples en marche ■ Politique africaine ■ Politique étrangère ■ Problèmes économiques ■ Repères émergents ■ Revue Cambodge actualités ■ Revue d'économie du développement ■ Revue d'économie financière ■ Revue d'économie industrielle ■ Revue d'économie politique ■ Revue de la stabilité financière ■ Revue des concessions et délégations de service public ■ Revue des transports urbains ■ Revue des questions humanitaires ■ Revue du Trésor ■ Revue économique et sociale ■ Revue humanitaire ■ Revue Tiers monde ■ Rice Situation and Outlook Report ■ Santé et travail ■ Savings and Development Sciences ■ Journal sécheresse ■ Small Enterprise Development Journal ■ Sociétal ■ Sugar and sweetener ■ Syfia internationale ■ Systèmes solaires ■ Techniques financières et développement ■ Techniques culturelles simplifiées ■ Transports urbains ■ Transport international Urbanisme ■ Vietnam Investment Review ■ Villes en développement ■ Vivre autrement ■ World Bank Economic Review ■ World Bank Research Observer ■ World Development ■ World Economic and Financial Surveys ■ World Economic Outlook.

**Responsable de la rédaction :**

Robert PECCOUD

**Coordination :**

Bertrand NORA

Danièle SEGUI

**Réalisation :**

Monique LAFFAITEUR

Annie LOPEZ-PORTZERT

Chantal SARALLIER

Sylvie SCIANCALEPORE

Danièle SEGUI

**Saisie/mise en page**

Francine GILBERT